



Déclaration FSU CDEN du 28.02.2024

Pour entamer ce CDEN un chiffre est à mettre en lumière : 582 millions d'euros sont retirés à l'école publique dont 382 auraient dû servir à rémunérer des personnels d'enseignement, d'éducation et d'accompagnement des élèves.

Cette saignée confirme une fois de plus le renoncement de ce gouvernement à recruter des personnels en améliorant leurs conditions de travail, de rémunération, d'avancement, pour rendre les professions attractives et garantir la bonne réalisation des missions de service public auprès de tous les élèves.

L'annonce de ces économies est, à juste titre, ressentie comme une provocation et du mépris pour les personnels de l'Education Nationale. Ces dernier·es témoignent depuis des années de conditions de travail dégradées et se sont mis massivement en grève le 1er février dernier pour exiger notamment plus de moyens et du respect.

Il serait pourtant utile d'utiliser ces crédits réellement pour l'École publique, pour améliorer son fonctionnement au quotidien : remplacement des enseignant·es absent·es, amélioration de l'inclusion, baisse des effectifs dans toutes les classes ...

L'École publique n'a pas besoin d'un plan d'austérité qui va encore dégrader l'existant. Cette austérité va nécessairement avoir des conséquences sur les rentrées suivantes et les suppressions de postes pour la rentrée 2025 risquent d'être conséquentes.

Interrogé, le ministère annonce que cette annulation de crédits n'aura pas d'incidence sur les réformes engagées par Gabriel Attal. C'est pourtant sur ces mesures qu'il y aurait moyen de faire des économies : port de l'uniforme, labellisation et imposition de manuel au CP, Service national universel, groupes de niveaux au collège ... Toutes ces réformes sont coûteuses et ne vont pas résorber les inégalités, voire même, pour certaines, vont les creuser.

L'annonce de Bercy est totalement inadmissible aux yeux des agentes et agents et le kit JO arrivé dans les écoles cette semaine a renforcé ce sentiment de mépris. 16 millions qui auraient pu être utilisés, par exemple, pour l'achat de matériel de sport dans les écoles.

Le projet conservateur et passéiste du « choc des savoirs » annoncé par Gabriel Attal, ministre éphémère de l'Éducation nationale est une attaque fondamentale contre l'école et le métier enseignant : nouvelle modification des programmes, évaluations nationales à tous les niveaux, labellisation et imposition de manuels... Autant de mesures qui sont des entraves sans précédent à la liberté pédagogique.

Non, les professeur·es des écoles n'ont pas besoin d'une photographie des résultats de leurs élèves et d'une comparaison avec les autres classes du département. Ils et elles connaissent leurs élèves et les évaluent.

Non, ils et elles n'ont pas besoin d'injonctions, de protocoles, de méthodes magiques venues de Singapour ou d'ailleurs, de manuels qu'ils n'utiliseront pas et qui risquent de servir, au mieux, à caler les meubles. Ils et elles exercent leur métier en analysant ce qui fait obstacle aux apprentissages de leurs élèves, préviennent les difficultés et mettent en place la remédiation nécessaire.

Ils et elles savent que ce n'est pas à coup d'annonces sur l'uniforme, sur le retour à l'autorité ou bien encore grâce à l'apprentissage de la Marseillaise que leurs élèves deviendront des citoyens et des citoyennes libres et éclairé·es.

3 écoles de notre département vont faire la une des journaux dans quelques semaines au sujet de l'uniforme. Nous regrettons que notre institution n'ait pas su prendre un peu de recul sur ce sujet, tant la récupération politique était évidente.

Ils et elles savent par contre que leurs conditions de travail sont dégradées : non remplacement, effectifs dans les classes, inclusion sans moyens, manque d'enseignant-es spécialisé-es (RASED...). Même la dernière note de la DEPP (service du ministère) sur le bien-être au travail des personnels enseignants le dit. Ils évaluent leur satisfaction professionnelle à un niveau plus faible que les Français en emploi. Les perspectives de carrière et leur niveau de rémunération constituent des sources d'insatisfaction marquée.

Les choix budgétaires engagés de longue date et renforcés depuis 2017 ont mis à mal le système et dégradé les conditions d'enseignement et d'étude des élèves dans le réseau public. La FSU demande l'annulation des suppressions de poste à la rentrée 2024, l'abrogation du pacte et de véritables revalorisations pour les personnels.

Dans ce contexte dégradé, pointé par l'ensemble des personnels, nous nous retrouvons pour la préparation de la rentrée 2024. Alors que le budget de l'Éducation nationale prévoyait la suppression de 484 postes dans le Second degré et de 1709 dans le Premier Degré, le précédent ministre de l'Éducation nationale a réussi le tour de force de faire croire qu'il y aurait des moyens supplémentaires pour assurer, à la rentrée, la mise en œuvre de ses décisions. Il a pour cela déjà gagé une partie du budget 2025. Pour autant, 650 postes en moins dans les écoles ne pourront permettre à l'École Publique d'assurer ses missions.

Dans les Pyrénées-Orientales, la « dotation » est donc de zéro. Vous devrez donc, Mme la Directrice Académique fermer des postes pour procéder aux nécessaires ouvertures. Mais pour la FSU, il faut aussi des moyens pour les RASED, pour que l'inclusion fonctionne réellement, pour les remplacements, pour la formation continue, pour les décharges de direction ...

La nouvelle politique inclusive nous inquiète particulièrement. Fermer des postes de RASED, d'enseignants spécialisés, qui interviennent directement auprès des élèves et ouvrir des postes d'« enseignants ressources » est un renoncement. Renoncement à faire évoluer nos élèves pour dire aux enseignants comment s'adapter à leurs comportements.

Nous ne pouvons cautionner des fermetures qui ne servent qu'à abonder les ouvertures. Dans notre département, la baisse du nombre d'élèves prévue dans le premier degré représente moins de 0,5 % des effectifs. Une dotation positive aurait permis d'afficher une politique ambitieuse pour nos élèves et les personnels. Il n'en est rien.

Pour la FSU, cette carte scolaire tourne le dos aux enjeux et aux besoins réels du service public d'éducation pour réduire les inégalités scolaires, induites par les inégalités sociales.

La FSU défend un tout autre projet émancipateur et oppose au prétendu choc des savoirs un choc des moyens.

La rentrée 2024 est idéologiquement, pédagogiquement et budgétairement inacceptable !

Contre le tri social organisé et les attaques envers les services publics et leurs agents, la FSU défendra sans relâche auprès du nouveau gouvernement un projet émancipateur pour nos élèves, des services publics de qualité et des moyens pour améliorer les conditions d'exercice des personnels.

La FSU appelle à se mobiliser massivement le 19 mars prochain pour imposer d'autres choix économiques, plus justes et solidaires mais également lors de la grève féministe du 8 mars pour exiger l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.